

Paris, le 17 Février 2023

Conférence politique vidéo et pétition
Un cri dans le désert : l'avenir du service public social et médico-social en jeu
« Pendant la période Covid, nous étions applaudis, nous étions reconnus.
Aujourd'hui, qu'en reste-t-il ? »

En septembre 2020, pour valoriser l'engagement des professionnels pendant la crise Covid, le gouvernement a voté le Ségur de la santé. Il s'est traduit notamment par des revalorisations salariales d'abord dans les hôpitaux et les EHPADs, avant d'être élargies à certaines catégories de professionnels des établissements et services du champ du handicap et de la protection de l'enfance. Entre 3000 et 4000 agents de la FPH (filière technique, logistique, administrative et de direction) demeurent aujourd'hui exclus du Ségur alors qu'ils sont pourtant indispensables. Leur exclusion crée aujourd'hui un très fort sentiment d'injustice et d'iniquité, qui contribue à une crise du recrutement sans précédent, des départs et des tensions sociales fortes ainsi qu'une paupérisation des professionnels concernés. **Mais si les professionnels ne vont pas bien, les personnes accompagnées sont les premières à en pâtir, et ce sont leurs droits fondamentaux qui sont menacés avec parfois des difficultés d'accès dans certains établissements et services.**

Afin d'alerter sur la gravité de la situation, le GEPSO a réuni plusieurs experts du secteur lors d'une conférence politique fin 2022.

La crise Covid n'a fait qu'accélérer une fracture préexistante avec une baisse des moyens face à des besoins du terrain et des exigences de qualité toujours plus élevés. Le secteur social et médico-social est aujourd'hui à genoux. Il est urgent que les pouvoirs publics renforcent leurs engagements envers les professionnels du secteur et les personnes accompagnées pour éviter l'effondrement.

Nos actions mises en place au cours des derniers mois - courriers aux Ministres, communiqués de presse et articles - sont restées lettre morte. Avec ce format vidéo et cette pétition, il s'agit de multiplier nos chances d'être audibles. Vous pouvez aussi contribuer, en relayant ces messages, à renforcer l'impact du message porté.

Face à ces constats et forts de notre expertise dans les champs du handicap, de la protection de l'enfance et de l'avancée en âge, nous défendons un plan Marshall avec des **propositions concrètes** qui tiennent compte des contraintes gouvernementales et des besoins et attentes des personnes concernées :

- **voter la revalorisation salariale des oubliés du Ségur et la revalorisation globale des salaires** est une première étape indispensable.
- **renforcer l'attractivité du secteur** par la promotion des métiers du care et des formations initiale comme continue
- **mettre les politiques publiques sociales et médico-sociales** au cœur du projet de société

Ces propositions ont pour finalité de réaffirmer le sens des métiers du travail social et de donner envie aux nouvelles générations de s'y orienter. L'accompagnement des publics à multiples vulnérabilités exige des professionnels formés et de haut niveau pleinement reconnus comme tels : il est grand temps de valoriser leur action, leurs innovations, et leur impact sur la société.

Pour notre avenir, celui de nos enfants et de nos aînés en situation de vulnérabilité, **nous portons une vision globale d'un projet de société autour des axes suivants :**

- Garantir le respect des droits des personnes et familles accompagnées.

L'accompagnement global et coordonné des parcours semble indispensable à la mise en œuvre de réponses adaptées. Cela passe notamment par un décloisonnement des politiques publiques sanitaires, sociales et médico-sociales et sociales.

- Préserver un secteur social et médico-social public accessible et non lucratif, de qualité et innovant.

Les opérateurs publics sociaux et médico-sociaux doivent être soutenus et pleinement reconnus comme établissements et services de référence. Malgré leurs difficultés, leurs innovations en termes d'approche et les projets pilotes qui y sont développés au quotidien montrent qu'ils sont de véritables lieux de ressources pour les personnes accompagnées et les jeunes professionnels en quête de sens.

- Renforcer les dispositifs de participation de la personne, pour être pleinement acteur de son projet de vie.

Les personnes accompagnées doivent être placées au centre des dispositifs relatifs à leur parcours de vie, afin que leurs choix soient entendus et leurs droits respectés.

Monsieur le Président de la République, mettez en œuvre les moyens de faire des personnes accompagnées et des professionnels de l'humain une véritable priorité nationale !

Retrouvez ici les liens vers [notre pétition](#) et [nos vidéos](#). Relayez le message largement autour de vous !